

Hommage à l'ACPAV Producteurs à contre-courant

Mathieu Perreault

Numéro 219, mai-juin 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/48555ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (imprimé)

1923-5100 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Perreault, M. (2002). Hommage à l'ACPAV : producteurs à contre-courant. *Séquences*, (219), 6-6.

Échos

Hommage à l'ACPAV Producteurs à contre-courant

La Femme qui boit. 15 Février 1839. Elvis Gratton et Elvis Gratton II : Miracle à Memphis. La Déroute. Octobre. Cap tourmente. La Sarrasine. Le Party. Les Portes tournantes. Tinamer. La Femme de l'hôtel. Lucien Brouillard. L'Eau chaude, l'eau frette.

Tous ces films ont connu une certaine renommée au Québec. Tous ont la même maison de production. Non, ce n'est pas l'ONF. Ni aucun des noms de producteurs qui fait la manchette des journaux. L'Association coopérative de productions audio-visuelles ne recherche pas les feux des caméras. Durant la controverse entourant le refus de Téléfilm Canada de subventionner le film de Falardeau sur les patriotes, l'ACPAV a préféré travailler au budget et au financement du film, plutôt qu'à la campagne médiatique anti-Téléfilm.

« Notre particularité, c'est la démarche d'auteur. On n'a jamais cherché la publicité en tant que producteurs », explique Marc Daigle, l'un des fondateurs de l'ACPAV, en entrevue dans ses bureaux du boulevard René-Lévesque, d'où on voit le début du pont Jacques-Cartier. En début d'année, la Cinémathèque québécoise a présenté une rétrospective des films de l'ACPAV, en l'honneur du 30^e anniversaire de cette maison de production.

Alors que le moindre banquier réclame une ligne au générique en tant que « producteur exécutif », la modestie de M. Daigle surprend. En quelque sorte, c'est un anachronisme. « On met l'accent sur les cinéastes, sur le contenu, sur les films avec une certaine portée, sur la relève. C'est ça qu'on met de l'avant, pas nous, les producteurs. C'était ce qu'on voulait faire dans les années 70, et c'est tout à fait pertinent aujourd'hui. »

Quelques idéaux sont tout de même tombés en déchéance au fil des ans. « Au début, l'ACPAV regroupait aussi des réalisateurs, des techniciens, dit M. Daigle. On voulait que tout le monde ait une chance de filmer. Alors, il y avait des discussions interminables sur les projets. Au fil des ans, les réalisateurs sont allés ailleurs, on a eu de moins en moins d'équipement. Ce n'était pas le but de l'ACPAV, qui était là pour trouver du financement. On s'est retrouvés quelques producteurs qui nous connaissions bien, un noyau resserré qui assure la continuité. On s'entend plus rapidement sur les projets. Nous sommes plus proches de la formule des associés. »

En plus d'appuyer la relève, jeune ou moins jeune, l'ACPAV veut maintenant « assurer une certaine continuité » avec certains réalisateurs. Évidemment, il y a Falardeau, qui a tourné cinq films en 15 ans avec l'ACPAV. Mais aussi Paul Tana, le professeur de l'Université du Québec à Montréal, qui en tourné quatre en 20 ans, dont **Caffè Italia, Montréal**. Et l'ACPAV pense inclure dans la catégorie « continuité » Bernard Émond, l'auteur de **La Femme**



Caffè Italia, Montréal

qui boit, qui tourne cet hiver un autre long métrage de fiction, après une solide carrière en documentaires.

Le pari de la continuité répond à un objectif de rentabilité. « On peut accepter qu'un premier film fasse moins de recettes, pour arriver à bâtir un public pour un réalisateur, dit M. Daigle. On a réussi avec Falardeau. Avec Tana, la démonstration reste à faire. »

En 2000, quand elle a reçu le prix Albert-Tessier, la cinéaste Micheline Lanctôt a dénoncé dans des entrevues la difficulté pour les cinéastes d'expérience de se trouver du financement au Québec : la feuille de route ne compte pas, a déploré Mme Lanctôt. L'ACPAV nage-t-elle donc à contre-courant ?

« Non, nous n'avons pas le choix, nous non plus : il faut trouver le financement projet par projet, dit M. Daigle. Même si on suit quelques auteurs, il faut regarder tous les projets chaque fois. Nous choisissons les films dont le propos est le plus intéressant. Ce n'est pas seulement une question de rentabilité : les films québécois ne sont pas faits en fonction du marché, parce que tous ont besoin du soutien de l'État, et donc qu'il y a une volonté politique qui a d'autres critères en plus de la rentabilité. » Les films de l'ACPAV sont toujours « un peu en dessous » du prix moyen au Québec, selon M. Daigle, alors que le délai de préparation est passé de 18-24 mois à 2-3 ans durant la dernière décennie.

Et tourner en anglais ? « On n'est pas fermé à l'idée, indique M. Daigle, en réprimant un sourire. Mais nous privilégions des réalités qui correspondent à ce que l'on est au Québec. On essaie de le faire dans notre langue. Remarquez, un *remake* est toujours possible. »

Mathieu Perreault